



# Rapport hebdomadaire

## Initiatives mondiales concernant le génocide et les crimes contre l'humanité

Mary Kapron

DU 5 AU  
12 MAI 2014

- 1 Initiative parlementaire
- 2 Initiative de l'ONU
- 3 Initiative d'une ONG

### Conférence internationale sur la prévention des génocides

- Sur l'initiative du gouvernement de la Belgique et avec la coopération de l'Union africaine, de l'Union européenne et des Nations Unies, une conférence internationale sur la prévention des génocides a été tenue à Bruxelles le 31 mars et le 1<sup>er</sup> avril 2014, avec la participation de représentants de 125 États et d'organisations internationales régionales et universelles pertinentes, ainsi que des universitaires, des juristes, des représentants de la société civile et des parlementaires.
- La conférence portait sur quatre domaines principaux : (1) l'état de la recherche universitaire sur le génocide; (2) une loi internationale intégrée sur les droits de l'homme - perspective du droit criminel international; (3) rôle de la société civile et (4) parlements et réponses institutionnelles.
- Les États participants ont signalé que la communauté internationale a fait des progrès importants dans la lutte contre l'impunité pour les auteurs de crimes de génocide, de crimes de guerre, d'épuration ethnique et de crimes contre l'humanité.
- Les États participants ont signalé l'importance de prendre toutes les mesures nécessaires pour prévenir l'incitation à la violence fondée sur la haine ethnique ou religieuse, y compris la promulgation de lois précises interdisant l'incitation et favorisant la cohésion nationale, ainsi qu'une collaboration étroite avec le Bureau des conseillers spéciaux des Nations Unies, Prévention des génocides et Responsabilité de protéger, au sujet du renforcement des capacités, de la promotion de la prévention ainsi que du partage d'information.
- Source : Conférence internationale sur la prévention des génocides  
<http://www.genocideprevention.be/>  
[http://www.genocideprevention.be/sites/default/files/content/conclusions\\_international\\_conference\\_on\\_genocide\\_prevention\\_v2.pdf](http://www.genocideprevention.be/sites/default/files/content/conclusions_international_conference_on_genocide_prevention_v2.pdf)

### Réunion du Conseil de sécurité sur la situation au Soudan du Sud

- Le 2 mai 2014, M. Adama Dieng, conseiller spécial sur la prévention des génocides, a parlé au Conseil de sécurité au sujet de la situation actuelle au Soudan du Sud.
- M. Dieng a affirmé que « Les attaques brutales récentes à Bentiu, dans l'État d'Unité et Bor et dans l'État de Jonglei semblent avoir changé la trajectoire du conflit et, si ces attaques ne sont pas arrêtées immédiatement, elles pourraient jeter le pays dans une situation de violence grave, susceptible de devenir incontrôlable. Dans la situation actuelle, nous voyons des éléments qui pourraient être catégorisés comme des facteurs de risque de génocide et d'autres crimes atroces. »
- « Une autre cause de préoccupation sérieuse est le fait qu'il a été signalé que la radio est utilisée dans certaines régions pour transmettre des messages qui constituent de l'incitation à la violence contre ceux qui sont perçus comme appuyant le gouvernement. »
- Source : Conseil de sécurité des Nations Unies

[http://www.un.org/en/preventgenocide/adviser/pdf/2014-05-14 Statement of USG Adama Dieng to the Security Council on South Sudan.pdf](http://www.un.org/en/preventgenocide/adviser/pdf/2014-05-14%20Statement%20of%20USG%20Adama%20Dieng%20to%20the%20Security%20Council%20on%20South%20Sudan.pdf)

---

« À Bentiu, au Soudan du Sud, plus de 200 civils d'ethnie dinka ont été massacrés et plus de 400 autres ont été blessés [...] Les agresseurs ont séparé les civils d'ethnie dinka de ceux d'ethnie nuer, puis on exécuté les dinka et d'autres qui sont perçus comme appuyant le gouvernement. »

– Adama Dieng, conseiller spécial sur la prévention des génocides

---



# Rapport hebdomadaire

## ***Amnistie internationale et l'Assemblée des Premières Nations demandent l'attention du gouvernement canadien sur l'urgence à laquelle font face les peuples autochtones dans le contexte de l'extraction des ressources en Colombie***

- Amnistie internationale et l'Assemblée des Premières Nations ont lancé un appel public urgent au gouvernement canadien au sujet de l'urgence aigüe en matière de droits humains qui menace la survie même de dizaines de peuples autochtones de la Colombie, dont un grand nombre vivent dans des régions désignées à des fins d'extraction des ressources.
- Plus tôt ce mois-ci, le représentant du Haut Commissariat aux droits de l'homme de l'ONU, Todd Howland, a averti que 40 des 102 nations autochtones de la Colombie risquent l'extinction. Des organisations autochtones ont signalé qu'un grand nombre d'autres sont exposées à la destruction. Tous s'entendent pour dire que l'imposition de projets miniers en l'absence de garanties de protection des droits humains est un facteur clé de cette urgence.
- À ce jour, plus de 65 000 personnes ont formulé des préoccupations au sujet de la crise des droits de l'homme touchant les peuples autochtones de la Colombie et ont demandé l'intervention des gouvernements canadien et colombien pour protéger leurs droits et leur survie sur leurs terres.
- Source : Amnistie internationale Canada  
<http://www.amnesty.ca/news/news-releases/amnesty-international-and-assembly-of-first-nations-appeal-for-canadian>  
<http://www.amnesty.ca/our-work/campaigns/colombia-indigenous-survival>